



Le 27 mars Toutes et Tous en Grève Le Ministre Woerth doit s'expliquer !

Depuis plus d'une semaine les syndicats SNUI, SUD – TRESOR, CGT impôts et Trésor, rencontrent les agents du département du Var pour préparer la journée de grève **nationale** du 27 mars.

La mobilisation s'annonce importante compte - tenu de la forte participation aux réunions et de la volonté affirmée par les agents (vote à main levée) de participer à une manifestation à TOULON.

La fusion de la DGI/DGCP ne serait-elle qu'un épiphénomène dans ce qui se prépare pour la Fonction Publique ?

En effet, alors que notre Ministre se voulait rassurant sur les garanties offertes aux agents, alors qu'il commençait à répondre à des revendications (soutenues par la participation importante des agents des finances aux mouvements sociaux de fin 2007 et janvier 2008), en proposant des avancées en terme de pouvoir d'achat et de promotion, il préparait dans le plus grand secret un projet de loi qui remet en cause la garantie même de l'emploi pour les fonctionnaires en cas de restructuration et de suppression d'emploi.

La version initiale de ce projet est intégralement consultable à l'adresse intranet suivante :

<http://www.tresor.cgt.fr/IMG/pdf/PL.pdf>

Hier, mardi 18 mars, le projet a été entériné au Conseil Supérieur de la Fonction Publique malgré l'opposition de 6 fédérations FSU, CGT, FO, UNSA, Solidaires et CFTC.

- Ce projet met en place (article 7) une reconversion professionnelle individualisée en cas de suppression de poste ou de restructuration. Cette reconversion pourra s'effectuer dans les 3 fonctions publiques mais aussi dans le privé. Dans la 1^{ère} mouture, l'agent qui ne pouvait se reconverter dans les 2 ans était placé en disponibilité (sans salaire). Le gouvernement a transformé le texte hier, il n'y a plus de délai, **le fonctionnaire serait sans solde au bout de 3 refus !**
- L'article 8 prévoit la possibilité de cumuler plusieurs emplois à temps non complet dans les 3 fonctions publiques (Etat, territoriale et hospitalière). Le gouvernement a ajouté hier un amendement précisant que l'un de ces emplois serait au moins un mi-temps !
- L'article 9 prévoit la possibilité d'utiliser des intérimaires en lieu et place de fonctionnaires pour les remplacements et les missions saisonnières.
- L'article 10 prévoit quant à lui, **l'ouverture des postes de directions aux cadres du secteur privé, en concurrence** avec les cadres fonctionnaires.

Pour nous, agents des Finances, **toutes catégories confondues**, confrontés dès le mois d'avril 2008 à la fusion DGI/DGCP, **l'adoption de cette loi par le parlement (programmée en juin) signifiera la fin de toutes nos garanties statutaires. Des dizaines de milliers d'agents vont changer de métier, de service dans les 3 ans qui viennent. Des milliers de postes vont être supprimés.**

Serons-nous placé en réorientation professionnelle ? Devons-nous accepter de force n'importe quel poste, et perdre une partie de notre rémunération ?

Le 27 mars, tous en grève, ne restons pas à la maison !

Rassemblons - nous à TOULON 10H30 à la Cité Administrative 13, rue de Lorgues.

- Abandon du projet de loi sur la mobilité
- Rattrapage du passif en terme de pouvoir d'achat, et de reconnaissance des qualifications
- Augmentation générale des salaires et des régimes indemnitaires des agents de la DGI et DGCP
- Maintien des garanties des agents, et de l'intégralité du réseau
- STOP aux suppressions d'emplois, responsables de la dégradation des missions et des conditions de vie au travail